

Synthèse régionale

La Guyane à la recherche d'un second souffle

Benoît Hurpeau, Insee

La Guyane avait connu une année 2013 morose. Son économie commençait à marquer le pas avec une croissance plus faible que les années précédentes. En 2014, le contexte mondial est toujours morose avec des perspectives à moyens termes toujours aussi médiocres. Malgré tout, dans les économies avancées la reprise semble solide même si elle reste encore faible. En France, grâce à la consommation des ménages et des administrations publiques, la croissance revient à petits pas. En revanche, dans l'environnement proche de la Guyane, la zone Amérique latine et Caraïbes, le rythme de croissance (+ 1,3 %) est le plus faible depuis 2002. Il est encore trop tôt pour déterminer le chiffre de croissance de l'économie de la Guyane en 2014. Néanmoins, l'analyse des parties de son économie nous permet d'en dessiner les contours.

Record pour le spatial, les entreprises et les ménages investissent

En 2014, le Centre Spatial Guyanais (CSG) a envoyé 11 fusées dans l'espace : six lancements Ariane 5, quatre Soyouz et un Vega. Ceci constitue le record de lancements sur une année. A ce rythme, le (CSG) pourrait atteindre son objectif d'un

lancement par mois rapidement. L'activité spatiale ne devrait pas ralentir avec l'officialisation du nouveau programme Ariane 6. Dans le même temps, les entreprises guyanaises ont plus investi avec un encours de crédit qui a augmenté de 90 M€ en 2014 et qui atteint maintenant 1 444 M€. Les ménages ont aussi pris leur part en recourant au crédit pour investir dans l'habitat. Le rythme de croissance est moins fort qu'auparavant mais reste soutenu (+ 6,1 %).

Ces bons indicateurs se répercutent diversement sur le front de l'emploi malgré une croissance démographique toujours forte. Moteur auparavant, la création d'entreprise baisse en 2014 et est à son niveau le plus bas depuis 5 ans. En revanche, le nombre d'auto-entrepreneurs repart à la hausse, signe possible d'une incertitude sur le marché du travail. Cette incertitude se confirme avec un emploi salarié des secteurs concurrentiels qui stagne en 2014, le secteur tertiaire compensant les pertes d'effectifs dans la construction.

Année noire pour la construction, les entreprises importent moins

La construction a connu sa pire année. Les mises en chantier de logements ont encore

baissé mais dans une moindre mesure que l'année précédente. Les surfaces de locaux autorisés se sont contractées de près de 20 000 m². Les premiers touchés sont les salariés du secteur dont le nombre a diminué de plus de 7 %. Le même constat s'observe dans la création d'entreprises du secteur qui chute de 13 %. La crise dans la construction impacte directement les importations pour les entreprises. En effet, les importations de ciment chutent de 17 % et celles de machines et de produits de sidérurgie et de première transformation de l'acier de 42 %. Autre facteur d'incertitude, les importations de biens de consommations des ménages stagnent alors que la population croît.

L'économie guyanaise semble à la recherche d'un second souffle. La commande publique et la consommation des ménages, principaux moteurs auparavant, s'effritent. Les signes positifs sont là mais restent étonnement faibles. Les relais de croissance sont là comme le prouve la bonne santé de la filière sylvicole. La mise en place du programme Ariane 6 pourrait relancer le secteur de la construction en souffrance. L'année 2014 ressemble à l'année 2013, une année en demi-teinte.

Contexte national et international

Légère accélération de l'activité mondiale

Fabien Breuilh, Insee

En 2014, la croissance mondiale est restée modeste et inégale en fonction des régions, dans un contexte de perspectives toujours médiocres à moyen terme et de chute du prix du pétrole. La reprise s'affermi dans les pays avancés, tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents.

Aux États-Unis, l'activité a été soutenue par la consolidation du marché du travail. Dans le même temps, les revenus des ménages ont été peu rognés par la hausse des prix en 2014 (+1,5 %). La reprise américaine s'annonce solide. La demande intérieure, portée par les ménages en raison des gains de pouvoir d'achat et par les entreprises grâce à la réouverture du marché du crédit à des taux historiquement faibles, a amplifié la reprise de l'investissement (+3,9 %).

Dans les pays émergents, l'activité ralentit pour la quatrième année consécutive, sous l'effet de l'essoufflement de la croissance chinoise, mais aussi de la dégradation de l'activité dans plusieurs autres grands pays exportateurs de pétrole, notamment le Brésil et la Russie.

Zone Euro, vers la fin de la récession

La zone euro renoue timidement avec la croissance (+0,9 %), après deux années de contraction de l'activité. Les hétérogénéités y sont moins fortes qu'en 2013. La croissance de la zone se redresse surtout à la fin de l'année, sous l'effet notamment de deux stimuli extérieurs : d'une part le prix du pétrole baisse fortement au second semestre, d'autre part l'euro se déprécie nettement par rapport au dollar. Ces deux effets soutiennent la demande intérieure, via l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages et les entreprises à travers les gains de compétitivité prix. Ainsi, le commerce extérieur contribue plus positivement au développement économique de la zone.

L'activité dans la zone euro se consolide, soutenue par la fin des politiques d'austérité, ce qui se traduit par l'allègement de la pression fiscale sur les ménages et les entreprises et par une légère reprise des dépenses publiques (+0,7 %). Cependant, les consolidations budgétaires pèsent encore sur le marché du travail qui peine à redémarrer. Ainsi, en lien avec la moindre distribution des revenus du travail et malgré l'inflation quasi-nulle, la

demande intérieure finale progresse lentement, +1,5 % comme en 2013. Les opérations de soutien de la Banque Centrale Européenne afin d'apaiser les tensions financières, commencent à porter leurs fruits. Ainsi, le desserrement des conditions de crédit, combiné à des taux historiquement bas, profite au redémarrage de l'investissement dans certains pays (+1,0 % après deux années d'important repli).

L'activité accélère dans la plupart des pays de la zone, hormis en Italie où les fortes incertitudes pesant sur les politiques fiscales pèsent sur la demande intérieure (0,7 %) et prolongent la récession. L'Espagne et le Portugal sortent de la récession (respectivement +1,4 % et +0,8 %), et l'activité en Allemagne (+1,6 %) reste plus dynamique que dans le reste de la zone. En Grèce, la situation se stabilise finalement, suite à l'espoir apporté par les dernières élections.

En 2014, la désinflation se poursuit en Europe. Les prix progressent très faiblement (+0,4 % après +1,3 %), progression la plus basse depuis la création de la monnaie unique.

L'économie française croît faiblement

En 2014, l'activité en France progresse faiblement (+0,2 % après +0,3 % en 2013). Comme en 2013, la demande intérieure constitue le premier moteur de la croissance (+0,5 point), principalement soutenue par la consommation des ménages qui accélère (+0,6 % après +0,4 % en 2013). Le dynamisme des dépenses de consommation des administrations publiques (+1,6 %) compense le recul de leurs investissements (-6,9 % après +0,1 % en 2013). L'investissement des entreprises non financières se redresse (+2,0 % après +0,5 % en 2013), alors que l'investissement des ménages, principalement en logements, se replie pour la troisième année consécutive (5,3 % en 2014).

En 2014, les exportations progressent fortement (+2,4 % après +1,7 % en 2013). Dans le même temps, en lien avec le dynamisme de la demande intérieure, les importations accélèrent vivement (+3,8 %, après +1,7 %). Au total, les

échanges extérieurs pèsent sur la croissance de -0,5 point.

L'activité est portée par les services marchands (+0,5 % après +0,7 %), les services non marchands (+1,0 % après +1,2 %) et l'agriculture (+8,5 % après -1,9 %). L'activité de la branche énergie-eau-déchets se replie fortement (-2,1 % après +2,2 % en 2013), en raison d'un climat doux en début comme en fin d'année. En lien, avec un investissement total toujours atone, la construction recule fortement (-3,6 %). L'activité dans l'industrie manufacturière se replie (-2,1 % après +2,2 %).

L'emploi salarié marchand non agricole recule légèrement (-0,2 %), en raison du faible rythme de croissance de l'activité. Mais, grâce aux créations nettes d'emplois dans les branches non marchandes, principalement des contrats aidés (notamment la montée en charge des emplois d'avenir), l'emploi total augmente en moyenne sur l'année (+0,3 %) et le taux de chômage est quasi stable en moyenne annuelle (10,2 % après 10,3 % en 2013).

En ligne avec l'emploi qui croît légèrement, le revenu des ménages accélère (+1,1 % après +0,7 % en 2013). Ainsi, porté par une inflation nulle, le pouvoir d'achat rebondit (+1,1 %), après les légères pertes survenues en 2013 (-0,1 %).

L'activité reste modérée en Amérique latine et dans les Caraïbes

En 2014, avec une croissance limitée à 1,3 %, le rythme d'expansion dans la zone Amérique Latine et dans les Caraïbes (LAC), est le plus faible enregistré depuis 2002 (hors crise financière de 2009). Cependant, les pays du LAC continuent de recevoir d'importants volumes d'investissements, et le marché de la dette privée est soutenu par le contexte général de taux historiquement bas. La baisse des prix des matières premières a constitué un important soutien aux pays consommateurs de la région.

L'activité globale marque le pas en raison du fort ralentissement des investissements étrangers liés aux mauvaises perspectives, en particulier au Brésil et au Venezuela sensibles à la chute du prix des matières

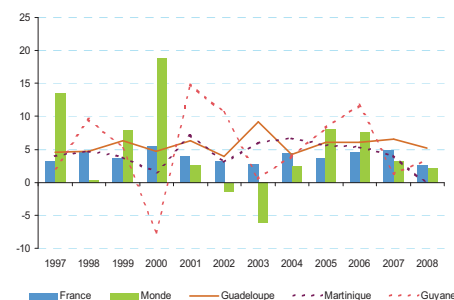
premières. Dans ce contexte, les monnaies au change flottant se sont vues fortement dépréciées, presque 20 % contre le dollar depuis le milieu de l'année 2014. Dans ces pays, les conditions de financement se dégradent. La hausse des primes de risque, en particulier pour les dettes souveraines et/ou celles des entreprises exposées au prix des matières premières alourdissent les charges de la dette.

Les économies de la Caraïbe et de l'Amérique du Sud affichant une forte dépendance énergétique, ont été soutenues par l'allègement de leur facture pétrolière. Cela leur a permis de réduire les déficits et dans le même temps le poids de la fiscalité dans le cadre des consolidations budgétaires. Ainsi, ces pays ont amélioré leur crédibilité monétaire et contenu l'inflation, qui avait fortement pesé sur la croissance l'année précédente.

Dans le secteur privé, la baisse du cours du pétrole a amélioré la compétitivité des entreprises leur permettant d'élargir leurs débouchés. La reprise de la demande mondiale portée par la consolidation de la croissance des Etats-Unis a soutenu les économies aux composantes touristiques fortes ou au fort potentiel de développement économique, cible des investissements étrangers/américains. Les activités touristiques dans la zone Caraïbe ont également profité des tensions géopolitiques en Orient, qui, combinées aux effets du prix du pétrole, soutiennent la compétitivité de la zone dans ce secteur.

1 L'activité mondiale impacte plus l'économie nationale que ses économies ultra-périphériques

Évolution annuelle comparée des PIB en valeur (en euro)



Source : Insee Comptes Nationaux Annuels, FMI avril 2015.

La croissance mondiale en 2014 est restée modeste, reflétant une reprise de la croissance dans les économies avancées par rapport à l'année précédente et un ralentissement dans les marchés émergents et les économies en développement. Les multiples facteurs, qui ont affecté la croissance mondiale devraient persister en 2015 et façonner l'activité à moyen et à long terme (les chocs économiques, financiers ou géopolitiques).

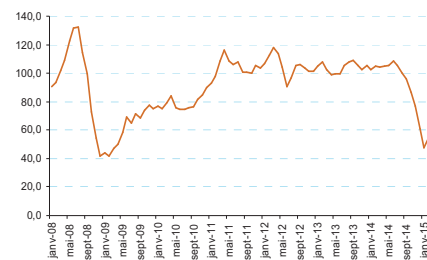
Les économies avancées continueraient de se redresser au premier semestre 2015, grâce aux soutiens conjugués de l'amélioration du marché du travail, du recul des prix de l'énergie et de nouvelles relances budgétaires. Dans ce climat conjoncturel favorable, l'activité y serait comparable à celle du second semestre 2014.

Au total, la croissance mondiale serait en légère hausse en 2015, portée par celles des économies avancées, et toutefois affaiblie par les marchés émergents, reflétant des perspectives plus modérées pour certaines grandes économies émergentes et les pays exportateurs de pétrole.

En France, dès le premier semestre 2015, l'économie retrouverait une croissance un peu plus forte. L'acquis de croissance annuelle atteindrait + 0,8 % mi-2015, après trois années très ternes (+0,4 %). Cette accélération serait portée par la consommation des ménages qui augmenterait nettement tout au long du premier semestre 2015. Ainsi, le principal moteur de l'économie française redémarrerait. Il profiterait des gains de pouvoir d'achat, qui accéléreraient d'ici mi-2015, soutenus par la désinflation. Néanmoins, deux aléas : le prix du pétrole et le niveau de confiance des ménages, sont identifiés. Ils pourraient entacher la réalisation de cette prévision de court terme.

2 Les prix du pétrole chutent en fin d'année

Évolution du prix moyen du baril de Brent, pétrole brut léger (Royaume Uni), moyen (Dubai) et lourd (Texas) (calcul à pondération égale) (en \$ / baril)



Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (unctadstat.unctad.org)

3 Reprise progressive de la croissance

Croissance du PIB en 2012, 2013 et 2014, projections pour 2015 et 2016 (en %)

	2012	2013	2014	2015	2016
Monde	3,4	3,4	3,4	3,5	3,8
Économies avancées	1,2	1,4	1,8	2,4	2,4
Etats Unis	2,3	2,2	2,4	3,1	3,1
Zone Euro, dont :	-0,8	-0,5	0,9	1,5	1,6
<i>France</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>1,2</i>	<i>1,5</i>
<i>Allemagne</i>	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>1,6</i>	<i>1,6</i>	<i>1,7</i>
Japon	1,8	1,6	-0,1	1,0	1,2
Pays émergents ou en développement	5,2	5,0	4,6	4,3	4,7
<i>Chine</i>	<i>7,8</i>	<i>7,8</i>	<i>7,4</i>	<i>6,8</i>	<i>6,3</i>
<i>Inde</i>	<i>5,1</i>	<i>6,9</i>	<i>7,2</i>	<i>7,5</i>	<i>7,5</i>
Amérique Latine - Caraïbes	3,1	2,9	1,3	0,9	2,0
Brésil	1,8	2,7	0,1	-1,0	1,0
Venezuela	5,6	1,3	-4,0	-7,0	-4,0
Amerique Centrale ¹	4,0	4,0	4,0	4,2	4,3
<i>Panama</i>	<i>10,7</i>	<i>8,4</i>	<i>6,2</i>	<i>6,1</i>	<i>6,4</i>
Caraïbes²	3,5	3,6	4,7	3,7	3,5
<i>Haïti</i>	<i>2,9</i>	<i>4,2</i>	<i>2,7</i>	<i>3,3</i>	<i>3,8</i>
<i>République Dominicaine</i>	<i>2,6</i>	<i>4,8</i>	<i>7,3</i>	<i>5,1</i>	<i>4,5</i>
<i>Antigua et Barbuda</i>	<i>3,6</i>	<i>1,8</i>	<i>2,4</i>	<i>1,9</i>	<i>2,3</i>
<i>Dominique</i>	<i>-1,4</i>	<i>-0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>2,4</i>	<i>2,9</i>
<i>Sainte-Lucie</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,5</i>	<i>-1,1</i>	<i>1,8</i>	<i>1,4</i>
<i>Barbade</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>1,4</i>
<i>Trinidad et Tobago</i>	<i>1,4</i>	<i>1,7</i>	<i>1,1</i>	<i>1,2</i>	<i>1,5</i>
<i>Suriname</i>	<i>4,8</i>	<i>4,1</i>	<i>2,9</i>	<i>2,7</i>	<i>3,8</i>

¹ Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua and Panama.

² Antigua et Barbuda, The Bahamas, Barbados, Dominica, the Dominican Republic, Grenada, Haïti, Jamaïca, St. Kitts and Nevis, St. Lucia, St. Vincent and the Grenadines and Trinidad et Tobago.

Source : FMI, World Economic Outlook, avril 2015 sauf (*) Insee, comptes nationaux, base 2010.

Pour en savoir plus

- Fonds Monétaire International - World Economic Outlook (WEO), "Uneven Growth : Short- and Long-Term Factors", avril 2015, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2015/01/>
- Regional Economic Outlook, Western Hemisphere, "Regional Economic Outlook: Western Hemisphere - Northern Spring, Southern Chills", avril 2015, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2015/whd/eng/wreo0415.htm>
- Insee - Note de conjoncture, «Un peu de carburant pour la consommation et pour les marges», mars 2015, http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=17&sous_theme=3&page=note.htm
- Les comptes de la nation en 2014, Insee Première n°1549, mai 2015.